

HOMMES ET FEMMES FACE AU POLITIQUE

---

**Anja Durovic**

Lors des élections régionales de 2015, les femmes ont pris un peu plus de place : la parité est obligatoire et chaque liste électorale doit présenter une alternance à part égale de candidates et de candidats. À l'issue du scrutin, trois femmes sont élues présidentes de région (Carole Delga dans le Languedoc-Roussillon–Midi-Pyrénées, Marie-Guite Dufay en Bourgogne–Franche-Comté et Valérie Pécresse en Île-de-France) alors qu'il n'y en avait qu'une seule auparavant (Marie-Guite Dufay). Cette évolution laisse croire qu'en matière de responsabilités politiques au niveau régional, les femmes françaises, après avoir été longtemps écartées, jouent désormais un plus grand rôle face à leurs homologues masculins. Mais qu'en est-il de l'autre côté des urnes, du côté des électrices ? Les Françaises participent-elles davantage à la vie politique en 2015 qu'auparavant ? De même, les femmes d'aujourd'hui ont-elles désormais un rapport au politique similaire à celui des hommes ?

L'objectif de ce chapitre est de vérifier si les femmes et les hommes se distinguent encore dans leur rapport à la politique. Plusieurs études sociologiques ont souligné que les femmes sont moins impliquées dans la vie politique<sup>38</sup> mais est-ce toujours le cas en 2015 et lors d'une campagne électorale régionale ? Une étude britannique récente a montré que les femmes s'intéressent plus aux enjeux locaux que les hommes, qui eux sont plus intéressés par des enjeux nationaux et internationaux<sup>39</sup>. Compte tenu

---

38. Nancy Burns, Kay Lehman Schlozman, Sidney Verba, *The Private Roots of Public Action: Gender, Equality, and Political Participation*, Cambridge, Harvard University Press, 2001 ; Jean Chiche, Florence Haegel, « Les connaissances politiques », in G. Grunberg, N. Mayer, P. M. Sniderman (dir.), *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002 ; Mariette Sineau, *La Force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2008 ; Janine Mossuz-Lavau, « Genre et politique », in P. Perrineau, L. Rouban (dir.), *La Politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

39. Hilde Coffé, « Women Stay Local, Men Go National and Global? Differences in Political Interest », *Sex Roles*, 69, p. 323-338, 2013.

des enjeux plus locaux de la campagne des élections régionales de 2015, nous nous demandons si, dans un tel contexte, les Françaises sont toujours moins engagées dans et intéressées par la politique que leurs homologues masculins. C'est à travers ces deux volets que nous allons regarder et analyser le rapport des femmes et des hommes au politique. Pour ce faire, nous utiliserons les données de l'enquête post-électorale « Régionales 2015 » conduite sur un échantillon représentatif après le scrutin.

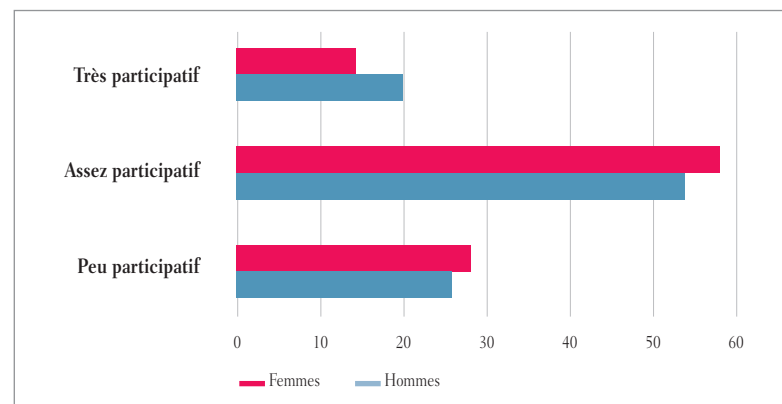
### S'investir dans la campagne électorale

Que nous sachions qu'aujourd'hui les femmes et les hommes se distinguent de moins en moins concernant leur niveau de participation électorale<sup>40</sup> ne garantit pas que les premières s'engagent autant que les hommes dans d'autres formes de participation politique. Pour tester cela et pour mieux rendre compte de la nature accumulative de la participation politique, nous avons décidé de construire une échelle additive à partir de six actions de suivi de la campagne : suivi d'une émission sur les élections ou d'un débat entre les candidats ; lecture d'articles sur les élections dans un journal ; lecture des tracts ou des professions de foi des candidats ; prise de contact direct avec un candidat ou un militant d'un parti ; discussion sur les élections avec des amis ; consultation d'un site Web ou d'une page Facebook des candidats. Cette échelle a ensuite été recodée en trois catégories : les personnes « peu participatives » ont réalisé 0 à 2 actions ; les « assez participatives » 3 ou 4 actions ; les « très participatives » 5 ou 6 actions.

D'après cette échelle, 14 % des femmes font partie du noyau dur des personnes « très » participatives contre 20 % des hommes, soit un écart de 6 points. La part des femmes est légèrement plus forte dans les catégories « participe assez » et « participe peu » que celle des hommes, mais les écarts restent ici négligeables. Les femmes demeurent ainsi sous-

représentées dans le noyau dur des personnes qui sont le plus investies en matière politique (figure ci-dessous).

**Le degré d'investissement dans la campagne**

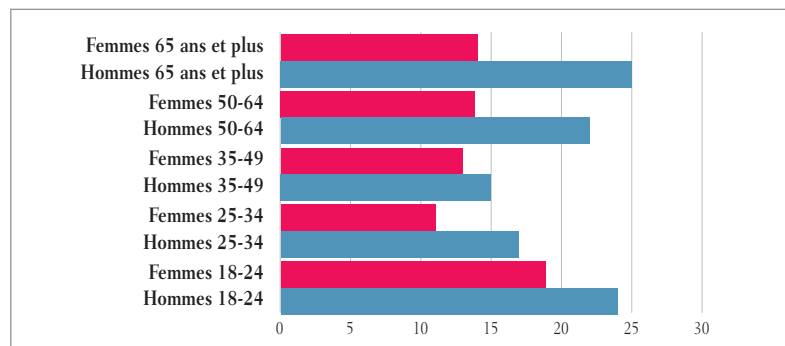


Mais est-ce vrai pour toutes les catégories d'âge ? Les jeunes femmes d'aujourd'hui ont peu connu un contexte où la politique était uniquement une affaire d'hommes et ont été socialisées dans une société plus égalitaire que leurs homologues plus âgées. Par conséquent, elles pourraient être aussi investies dans les campagnes électorales que leurs homologues masculins.

Ce n'est pas le cas : la figure page suivante montre que, dans toutes les catégories d'âge, les hommes sont plus connectés à la campagne que les femmes. Néanmoins, cet écart varie selon l'âge en question : alors que parmi les 18-24 ans et les 25-34 ans les écarts sont respectivement de 5 points et 6 points, ils montent jusqu'à 8 et 11 points parmi les personnes les plus âgées. L'écart tombe cependant à 2 points parmi les 35-49 ans. Cela peut s'expliquer par un effet de cycle de vie : à cet âge-là, les personnes sont souvent affectées par des tâches familiales qui s'ajoutent à la vie professionnelle.

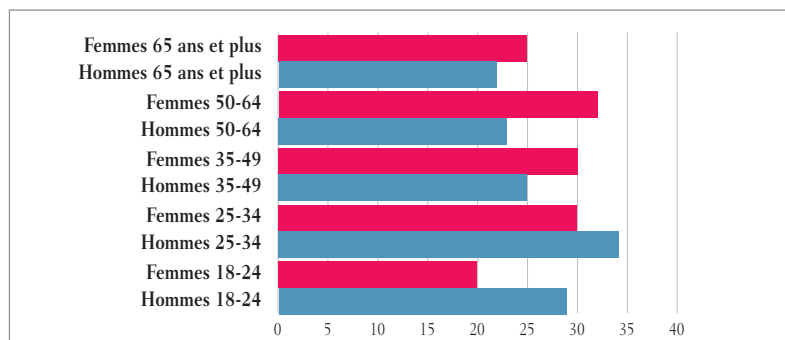
40. Janine Mossuz-Lavau, « Genre et politique », in P. Perrineau, L. Rouban (dir.), *La Politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

### Les personnes beaucoup investies dans la campagne selon l'âge



Néanmoins, dans l'ensemble, les différences de genre dans la participation politique s'amplifient avec l'âge. Un autre constat renforce cette conclusion : parmi les personnes qui se sont « peu » investies dans la campagne (figure ci-dessous), la proportion des femmes des catégories d'âge plus âgées est toujours plus haute que celle des hommes. Chez les « jeunes », cet écart s'est inversé avec une plus grande proportion d'hommes parmi les « peu participatifs » (29 % contre 20 % des femmes parmi les 18-24 ans et 34 % contre 30 % parmi les 25-34 ans). Même si les jeunes femmes d'aujourd'hui sont toujours moins nombreuses que les hommes à être « très participatives », l'écart de participation s'est réduit.

### Les personnes qui se sont peu investies dans la campagne selon l'âge



Mais est-ce bien un effet spécifique du genre qui explique ces différences? D'autres facteurs socio-économiques comme le niveau d'instruction ou la profession jouent un rôle important dans l'explication des écarts de participation entre femmes et hommes. Pour cela, nous devons vérifier si un écart de participation politique persiste bien entre hommes et femmes pour les mêmes niveaux d'instruction et les mêmes professions. Des modèles de régression multinomiale emboîtés permettent de mieux saisir comment l'appartenance à un sexe influe sur la participation politique.

Dans un modèle simple sans contrôles, les femmes ont 1,6 fois moins de chances que les hommes de participer « beaucoup » plutôt que de participer « peu ». Une fois contrôlé pour l'âge, l'effet du genre s'amplifie légèrement : à âge égal, les chances des femmes comparées à celles des hommes d'être « très participatives » plutôt que d'être « peu participatives » sont réduites de 39 %<sup>41</sup>. Les figures 2 et 3 montrent qu'il subsiste des différences de genre importantes dans certaines catégories d'âge. Autrement dit, avoir 60 ans ou 24 ne change pas le fait que les femmes ont une moindre probabilité de faire partie du noyau dur des personnes fortement engagées dans la vie politique. L'activité professionnelle<sup>42</sup> peut être considérée comme un facteur susceptible de mobiliser les femmes à travers la politique syndicale ou les discussions politiques avec des collègues. Le fait qu'une femme soit intégrée dans le monde du travail plutôt que de rester au foyer pourrait augmenter ses chances de s'engager politiquement. Parmi ceux qui s'investissent « beaucoup » dans la campagne, la part des femmes actives est de 13 %, alors que celle des femmes au foyer et sans profession n'est que de 7 %. Autrement dit, les femmes au foyer et les personnes sans profession ont presque deux fois moins de chances de s'investir beaucoup<sup>43</sup>. Cependant, l'introduction de cette variable ne change que légèrement la donne : être à âge et situation

41. Cette variation est le changement des chances (odds) en %.

42. Nous mesurons la situation professionnelle à travers la question suivante : « Actuellement, exercez-vous une activité professionnelle ? ». Cet indicateur était recodé en cinq catégories (1 : actifs ; 2 : chômeurs et ceux à la recherche d'un emploi ; 3 : retraité-e-s ; 4 : étudiant-e-s ; 5 : femmes au foyer et personnes sans profession).

43. Ces résultats ne sont pas statistiquement significatifs au seuil de 5 % mais seulement au seuil de 10 %, ce qui est peut-être dû au fait de la faible présence d'effectifs dans la catégorie « femmes au foyer et sans profession » dans notre échantillon.

professionnelle égaux correspond pour les femmes à une réduction de chances de 36 % d'être « très » participatives plutôt que « peu ».

Bien que le niveau d'éducation soit un facteur déterminant pour la participation politique<sup>44</sup>, il ne suffit pas pour parvenir à une égalisation de l'engagement politique des femmes et des hommes. À âge et situation professionnelle égaux, l'introduction du diplôme ne change pas leurs chances relatives. En France, les femmes sont plus souvent diplômées que les hommes, depuis 1971, elles sont même plus nombreuses qu'eux à l'université<sup>45</sup>. Autrement dit, compte tenu de leur niveau de diplôme, les femmes s'écartent toujours des hommes dans leur moindre implication dans la participation politique. On pourrait argumenter que la religion, notamment le catholicisme, qui défend un modèle où les femmes devraient se consacrer plus à leur famille qu'à la vie publique, représente un frein au rapprochement de l'engagement politique entre les sexes. Or, tenir compte des pratiques religieuses n'explique guère ces différences de genre qui restent significatives ; au contraire, elles sont même légèrement amplifiées : compte tenu de leur pratique religieuse<sup>46</sup> les femmes ont 1,7 fois moins de chances que les hommes d'être « très participatives » plutôt que « peu ». Cela est peut-être dû au fait que les femmes françaises ne se distinguent plus beaucoup des hommes dans leurs pratiques religieuses.

Ce n'est qu'une fois que l'on contrôle pour l'intérêt pour la politique<sup>47</sup> que l'on parvient à une quasi-égalité des différences de genre : à un

44. Sidney Verba, Lehman Schlozman Kay, Henry E. Brady, *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1995. Ceux qui ont un niveau d'éducation plus haut qu'un bac+2 ont 2,7 fois plus de chances que les personnes qui ont un niveau secondaire court d'être « très participatif » plutôt que « peu ».

45. Viviane Le Hay, Janine Mossuez-Lavau, « Genre et politique. Y-a-t-il une exception française ? », in D. Boy, B. Cautrès, N. Sauger (dir.), *Les Français, des Européens comme les autres ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

46. Nous avons utilisé un indicateur avec cinq catégories : catholiques pratiquant-e-s régulièr(e)-e-s ; catholiques pratiquants occasionnel-le-s ; catholiques non pratiquant-e-s ; ceux qui appartiennent à une autre religion ; athées.

47. Nous avons créé un indice d'intérêt à la politique à partir de deux questions : « Est-ce que vous vous intéressez à la politique : beaucoup, assez, peu ou pas du tout » et « Est-ce que vous vous êtes intéressé à la campagne pour les élections régionales : beaucoup, assez, peu ou pas du tout ». Avec les deux mesures de l'intérêt pour la politique nous avons créé une échelle d'attitude d'intérêt à la politique allant de « pas du tout » (1 à 1,5), « peu » (2 à 2,5), jusqu'à « assez » (3) et « beaucoup » (3,5 à 4). L'indice qui mesure l'homogénéité de cette échelle, l'alpha de Cronbach, est de 0,72.

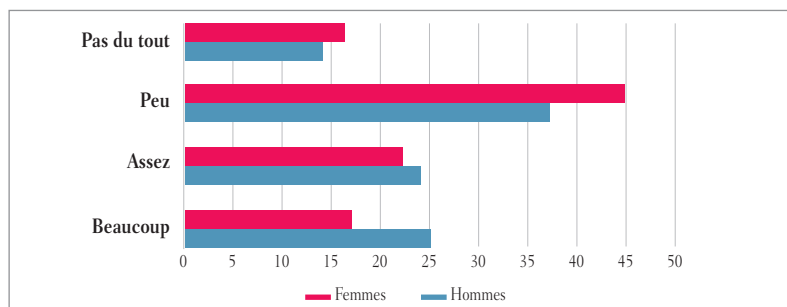
niveau d'intérêt politique égale, l'effet du genre n'est plus statistiquement significatif<sup>48</sup>. C'est donc le degré de politisation ou en quelque sorte l'investissement psychologique dans l'actualité politique qui compte pour un investissement « physique » égal des femmes et des hommes dans la campagne. L'influence, « toutes choses égales par ailleurs », de l'intérêt pour la politique nous invite à étudier plus en détail l'état actuel de l'intérêt pour la politique des Françaises et Français.

### S'intéresser à la campagne électorale et à la vie politique

L'enquête « Régionales 2015 » comporte deux questions qui interrogent les répondants sur leur niveau d'intérêt à la fois pour la politique en général et plus spécifiquement pour les élections régionales. Nous avons donc créé une échelle d'attitude pour l'intérêt politique. Que pouvons-nous observer en regardant notre indice d'intérêt pour la politique ? Tout d'abord, il faudra remarquer que la proportion de femmes exprimant un grand intérêt pour la politique (17 %) est de 8 points de pourcentage inférieure à celle des hommes (25 %) (figure page suivante). Bien que les Françaises et les Français s'intéressant « assez » à la politique soient presque aussi nombreux (22 % ; 24 %), la part des femmes qui se dit « peu » intéressée par la politique (45 %) est de 8 points de pourcentage supérieure à celle des hommes (37 %). Finalement, 16 % des femmes et 14 % des hommes ne se disent « pas du tout » intéressés par la politique, ce qui constitue un écart négligeable. Nos résultats montrent donc qu'en 2015 l'écart de genre concernant l'intérêt pour la politique persiste toujours. Mais est-il le même pour tous les groupes d'âge ?

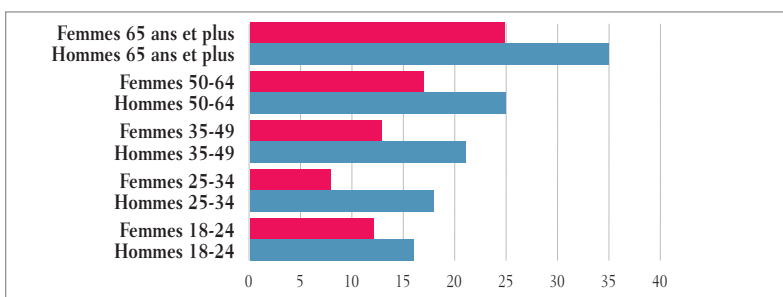
48. Quand nous introduisons l'intérêt pour la politique (tout en gardant l'âge, la situation professionnelle, le diplôme et la pratique religieuse constants), les femmes n'ont plus que 1,3 fois moins de chances que les hommes de participer « beaucoup » plutôt que « peu » mais ce rapport de chances n'est plus statistiquement significatif. Cela dit, l'intérêt politique introduit tout seul dans le modèle parvient au même effet.

### L'intérêt pour la politique



Tout d'abord, en comparant les femmes et les hommes de différentes catégories d'âge (figure ci-dessous), la proportion des femmes qui déclare être « très » intéressée par la politique est toujours inférieure à celle des hommes, tout comme la part des femmes qui se dit être « peu » intéressée par la politique est toujours supérieure à celle des hommes dans n'importe quel groupe d'âge. Les différences de genre pour ceux qui sont « très » intéressés par la politique sont légèrement moins importantes dans la cohorte d'âge la plus récente. Mis à part pour le groupe de 18 à 24 ans (4 points)<sup>49</sup>, l'écart de pourcentage entre les deux sexes est quasiment toujours proche de 10 points. Cet écart de genre dans le groupe des personnes fortement intéressées par la politique est plus prononcé chez les personnes plus âgées.

### Les personnes très intéressées par la politique selon l'âge



49. Néanmoins, il convient de rester vigilant dans l'interprétation de cette catégorie d'âge puisque le nombre d'individus est faible.

Cependant, nous devons prendre note que les jeunes femmes d'aujourd'hui ne sont pas aussi nombreuses à être « très » intéressées par la politique (12 % chez les 18-24 et 8 % chez les 25-34 ans) que leurs homologues plus âgées (13 % des 35-49 ans ; 17 % des 50-64 ans et 25 % des 65 ans et plus âgées). Ce même schéma s'observe également chez les hommes. Donc le peu de différence parmi les plus jeunes femmes et hommes peut s'expliquer par un effet de l'âge : ces jeunes ne sont peut-être pas encore rentrés dans leur rôle de citoyen et n'ont pas encore fini de développer leur rapport au politique. Le graphique 5 montre que les 18 à 24 ans et les 25 à 34 ans ne sont généralement pas nombreux à se déclarer « très » intéressés par la politique. Ce constat est renforcé par le fait que 43 % des femmes entre 18 et 24 ans se déclarent « peu » intéressées par la politique contre 29 % des hommes de la même catégorie. Cet écart est plus important que dans les autres catégories d'âge. En résumé, bien que le niveau d'appétence politique semble grandir avec l'âge, les différences de genre sont moins prononcées chez les plus jeunes.

Encore une fois, il nous faut vérifier s'il subsiste un effet spécifique du genre, une fois contrôlés d'autres effets de facteurs socio-économiques. L'effet « brut » du genre, c'est-à-dire l'effet du genre dans un modèle de régression sans autres contrôles socio-économiques, est tel que les femmes ont en moyenne 1,4 fois moins de chances que les hommes d'être « assez » intéressées par la politique plutôt que « peu ». Plus important encore, les femmes ont 1,9 fois moins de chances que les hommes d'être « très » intéressées par la politique plutôt que « peu ». En ce qui concerne la catégorie des « très intéressés », les différences de genre s'accroissent légèrement une fois pris en compte l'effet de l'âge. En effet, à âge égal, les femmes ont deux fois moins de chances que les hommes de s'intéresser « fortement » à la politique plutôt que « peu ». Bien qu'on puisse argumenter que la vie active favorise l'intérêt pour la politique, l'introduction d'une variable de contrôle pour la situation professionnelle des individus ne change guère la donne. Le niveau d'éducation, tout comme l'âge, amplifient légèrement cet effet de genre car, à un niveau de diplôme égal, les femmes ont 2,1 fois moins de chances que les hommes d'être « beaucoup » intéressées par la politique plutôt que « peu », ce qui correspond à une réduction de chances de 52 %. En outre, la pratique

religieuse ne change rien : à âge, situation professionnelle, niveau d'éducation et pratique religieuse équivalents, les femmes ont, comparées aux hommes, en moyenne 2,2 fois moins de chances d'être « très » et 1,5 fois moins de chances d'être « assez » intéressées par la politique plutôt que « peu ».

### Conclusion

Il faut donc bien en arriver à ce qui semble faire la spécificité du genre : les femmes n'ont pas construit leur rapport à la politique de la même façon, ou bien les événements qui les ont marquées n'ont pas produit la même appétence politique. Ainsi l'hypothèse de l'impact des contextes politiques et sociaux contrastés lors des années de socialisation politique des femmes est sans doute une bonne piste. Comparer les situations dans différents pays serait une manière intéressante de tester cette hypothèse. L'appétence politique d'une femme socialisée dans un pays très catholique où des rôles de genre traditionnels priment et où les hommes dominent l'espace public et politique est probablement très différente de celle d'une femme qui a pu grandir dans un contexte plus égalitaire en ce qui concerne les modèles familiaux ou les carrières des genres. Par ailleurs, nous avons testé et vérifié des effets d'âge concernant l'investissement dans la campagne et l'intérêt pour la politique. Les jeunes sont encore peu intéressés par l'actualité politique, tandis que les personnes d'âge moyen ne font pas partie du noyau dur des engagés politiques. Les écarts entre les genres concernant l'appétence ou l'investissement politique s'amplifient globalement avec l'âge. Or, nous devons nous demander si la variance de ces écarts de genre, notamment dans l'intérêt pour la politique, représente véritablement des effets d'âge et donc de cycle de vie ou s'ils représentent plutôt des spécificités générationnelles. Étant donné que nous ne disposons pas de données longitudinales, nous n'avons pas pu tester cette différence ici, mais ce sera une autre piste à suivre.